

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
22 février 2005
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 16 février 2005, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

Me référant à ma lettre du 16 décembre 2004 (S/2004/1001), j'ai l'honneur de vous informer que le Comité contre le terrorisme a reçu le cinquième rapport présenté par la Bulgarie en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste
(*Signé*) Andrey I. Denisov



Annexe

Note verbale datée du 14 février 2005, adressée au Président du Comité contre le terrorisme par la Mission permanente de la Bulgarie auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de la République de Bulgarie auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président et a l'honneur de lui faire tenir ci-joint le cinquième rapport présenté en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) sur les mesures prises pour donner effet à cette résolution (voir pièce jointe). Ce rapport est présenté en réponse aux questions et observations qu'a formulées le Comité contre le terrorisme dans sa lettre datée du 15 novembre 2004.

Pièce jointe

Cinquième rapport de la République de Bulgarie au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité en date 28 septembre 2001

En application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) et en réponse à la lettre du Président du Comité du Conseil de sécurité datée du 15 novembre 2004 (S/AC.40/2004/MS/OC.458), nous avons l'honneur de vous faire tenir ci-joint les réponses du Gouvernement bulgare aux questions complémentaires soulevées concernant le rapport national sur les mesures prises par la République de Bulgarie aux fins de l'application de la résolution 1373 (2001).

1. Mesures d'application

1.1 S'agissant de l'élaboration d'un ensemble de critères servant à déceler et à signaler les opérations financières des organisations à but non lucratif, dont il est question en page 6 du premier rapport du Gouvernement de la Bulgarie, le Comité serait heureux d'être informé des progrès accomplis dans le cadre de cet effort et de connaître les grandes lignes des principales dispositions qui ont été prises.

Comme il est possible que l'on se serve d'organisations à but non lucratif pour faire des transactions dans l'économie souterraine et financer le terrorisme, l'Agence du renseignement financier doit s'efforcer sans cesse d'élaborer et de perfectionner les mesures – et d'améliorer et d'actualiser les critères – servant à déceler et à signaler les opérations soupçonnées de relever du financement du terrorisme en application de la loi sur la répression du blanchiment de capitaux modifiée (Journal officiel n° 31/04.4.2003) et de la loi sur la répression du financement du terrorisme modifiée (Journal officiel n° 31/04.4.2003).

Les mesures prises en application de la loi sur la répression du financement du terrorisme consistent entre autres à geler les fonds et d'autres avoirs financiers ou ressources économiques et à interdire l'accès aux services financiers ou la mobilisation de fonds et d'autres avoirs financiers ou ressources économiques. Dans ces cas, l'Agence en avise immédiatement le Ministre de l'intérieur et le Ministre des finances. En outre, elle analyse les informations obtenues au titre de la loi sur la répression du blanchiment de capitaux afin d'empêcher le financement du terrorisme. Lorsque le financement du terrorisme semble se vérifier, l'Agence est tenue d'en aviser le Ministre de l'intérieur.

Le Système de communication électronique des versements comptant supérieurs à 30 000 leva bulgares (BGN), conforme à l'obligation qui est faite aux banques commerciales en vertu de l'article 11a de la loi sur la répression du blanchiment de capitaux, établi en 2004, a considérablement accru les capacités d'analyse de l'Agence. Le système d'information de l'Agence sera modernisé également (dans le cadre du projet d'investissement UE/PHARE « Modernisation des moyens technologiques de l'Agence du renseignement financier »).

La mise en œuvre de ces mesures est renforcée par l'obligation faite à toutes les personnes visées par les alinéas 2 et 3 de l'article 3 de la loi sur la répression du blanchiment de capitaux (y compris les organisations à but non lucratif) de signaler

toutes circonstances laissant soupçonner un financement du terrorisme au titre de l'alinéa 3 de l'article 9 de la loi sur la répression du financement du terrorisme et par l'obligation faite à tous les organismes qui sont assujettis à la loi sur la répression du blanchiment de capitaux d'actualiser leurs règles internes et d'y incorporer des critères servant à déceler les opérations, les transactions et les clients pour lesquels un financement du terrorisme est soupçonné (al. 4 de l'article 9).

Les règles internes des organisations à but non lucratif, élaborées par des spécialistes de l'Agence, reposent sur des critères plus détaillés et plus concrets qui correspondent aux normes les plus récentes en matière de suppression du financement du terrorisme. Ce sont les huit recommandations spéciales du Groupe d'action financière, les recommandations des experts de l'Union européenne dans le cadre du « projet de jumelage », qui s'est achevé en 2004 (projet relatif à la suppression du blanchiment d'argent du programme PHARE de l'Union européenne), le savoir-faire des autorités compétentes d'autres pays (les États-Unis par exemple). Les modifications les plus récentes aux règles internes ont été apportées au début de 2004 et elles ont permis de diversifier et d'élargir la liste des opérations et transactions suspectes, en prenant en compte l'éventuel détournement à des fins lucratives des activités des organisations à but non lucratif, notamment : les transactions anormales, le surnombre de transferts financiers, les transferts entre comptes bancaires de personnes liées qui ne correspondent pas aux opérations normales de collecte de fonds des organisations à but non lucratif.

Afin de sensibiliser les esprits aux risques que comporte le fonctionnement des organisations à but non lucratif et d'empêcher leur détournement à des fins de financement du terrorisme, tous ceux qui sont assujettis à la loi sur la répression du blanchiment de capitaux et à la loi sur la répression du financement du terrorisme – dont les organisations à but non lucratif – seront appelés à participer à une formation dans le cadre du mécanisme de jumelage court du programme PHARE de l'Union européenne, à compter de 2005. Ce mécanisme aidera à mettre en place un système permanent cohérent élaboré et mis en œuvre par l'Agence permettant l'amélioration continue et constante des formations.

L'Agence du renseignement financier, de concert avec la Banque nationale de Bulgarie, effectue des contrôles en fonction des listes établies en application des résolutions du Conseil de sécurité et approuvées par le Conseil, en fonction des décisions et instruments de l'Union européenne et des actes et demandes des autorités compétentes d'autres pays. Ces contrôles sont faits dans un souci de coordination accrue des efforts à l'échelle régionale et internationale afin de renforcer l'action mondiale face au terrorisme (par. 4, résolution 1373).

Au total, à la fin de 2004, l'Agence du renseignement financier aura procédé à des vérifications visant 630 personnes physiques et 420 personnes morales soupçonnées de financer le terrorisme. Certaines ont été effectuées dans le cadre de la coopération avec l'ambassade des États-Unis en Bulgarie (vérification de 55 listes à la fin de 2004). Elles ont permis de constater qu'une société figurant sur une liste détenait un compte dans une banque bulgare.

1.2 Le Comité souhaiterait savoir si le projet de loi sur la confiscation des produits du crime, approuvé par le Conseil des ministres en février 2004, a été adopté.

Le projet de loi a été adopté en deuxième lecture par la Commission parlementaire des affaires juridiques le 13 janvier 2005. Il fera l'objet d'un débat par le Parlement réuni en plénière en vue de son adoption.

1.3 Le Comité serait heureux de recevoir un complément d'information sur la promulgation du Code de procédure administrative qui, selon le dernier rapport présenté par la Bulgarie, « regroupera les propositions législatives pertinentes se rapportant à la responsabilité des personnes morales pour des infractions commises, y compris des infractions liées au terrorisme ».

Conformément au programme législatif du Gouvernement, le projet de Code de procédure administrative a été approuvé par le Conseil des ministres le 20 janvier 2005 et le Parlement bulgare en a été saisi pour en débattre et l'adopter.

Après l'adoption du Code de procédure administrative, la loi actuelle sur les infractions administratives et leur sanction sera révisée également afin d'y intégrer des dispositions concernant le fond et la procédure, relatives à la responsabilité des personnes morales pour des infractions pénales commises à des fins lucratives, y compris des infractions assimilables au « terrorisme et financement du terrorisme » au titre de l'alinéa a) de l'article 108 et à la « formation ou animation d'un groupe terroriste, ou participation à un tel groupe » au titre de l'article 109 du Code pénal.

1.4 S'agissant de l'aménagement de la loi relative à l'espace maritime, aux eaux intérieures et aux installations portuaires de la République de Bulgarie, le Comité souhaiterait recevoir un rapport de situation sur le projet de règlement d'application de la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie en mer (SOLAS) et du Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires (ISPS).

La loi relative à l'espace maritime, aux eaux intérieures et aux installations portuaires de la République de Bulgarie a été modifiée par l'ajout d'un nouvel article 60 a), qui transpose les dispositions du chapitre XI-2 de la convention SOLAS relatif à la sûreté des navires et des installations portuaires.

Le Ministre des transports et des communications, le Ministre de l'intérieur et le Ministre des finances ont pris ensemble le Règlement n° 53/2004 d'application du Code ISPS. Le Règlement reprend en entier les dispositions du Code et établit le mécanisme d'interaction entre le Ministère des transports et des communications, le Ministère de l'intérieur et le Ministère des finances. Voici ce qui a été réalisé jusqu'ici :

- Des évaluations de la sécurité des installations portuaires ont été effectuées;
- Des plans de sécurité des installations portuaires ont été élaborés;
- Des officiers de sécurité ont été présentés et nommés par les exploitants du port;
- Diverses formations prévues pour les officiers de sécurité du port dans le cadre des programmes mis en œuvre par des organisations reconnues, comme l'INSB et la Germanische Lloyd, ont été examinées attentivement;
- Les informations pertinentes relatives aux ports bulgares certifiés ont été communiquées à l'OMI et à l'ESPO (Organisation des ports maritimes européens);

- Les officiers de sécurité des compagnies maritimes ont suivi les formations nécessaires et les équipages des navires ont été mis au courant des responsabilités qui leur incombent dans le cadre de plans de sécurité efficaces;
- Tous les navires sont équipés des matériels répondant aux exigences. Les certificats nécessaires ont été délivrés et les plans de sécurité qui ont été approuvés pour les navires sont en vigueur;
- L' « Administration maritime » a désigné des chargés de liaison et en a avisé les compagnies maritimes et l'OMI. Cette agence met à disposition 24 heures sur 24 un service de communication en ligne pour les informations et les signaux émanant des navires.

1.5 Le Comité souhaiterait être informé des résultats des audits effectués par l'OACI sur les aéroports de Varna et de Bourgas en 2004.

L'OACI n'a fait aucun audit des aéroports de Varna et de Bourgas en 2004.

Sofia, le 11 février 2005
